

# Entretien avec Simon Chignard

---

- *Une donnée ouverte, décrite par 8 principes (Groupe de Sébastopol en Californie, fin 2008), dont donnée brute (mise sous forme première). Certains traitements ne sont pas souvent nécessaires ?*
- Donnée brute vs. Contextualisées : on ne veut pas de données agrégées, par exemple pas de données sur la variation d'une année sur l'autre, etc... On s'en fiche qu'il y ait eu 15% de progression, on veut les chiffres bruts et qu'on puisse ensuite calculer les 15% nous-mêmes. Si on peut avoir des données quotidiennes, pas de nécessité d'avoir les données agrégées au mois.
- *Au sujet des licences ?*
- Une collectivité aujourd'hui qui se lancerait, elle un choix de plus en plus clair : est-ce que je prends la licence ouverte d'EtaLab ou est-ce que je prends la licence ODBL, proposée par l'Open Knowledge Fondation ?
- Il y a un projet de loi de décentralisation qui prévoit que notamment les collectivités ont une obligation d'ouvrir leurs données. Ça serait un premier pas, car aujourd'hui l'OpenData c'est une option : une collectivité peut dire qu'elle ne le fait pas, ce n'est pas sa priorité. L'Etat pourrait pousser les collectivités à publier des données. On essaie de pousser à un OpenData par défaut, mais EtaLab n'est pas un gendarme donc ça reste encore difficile.
- *Est-ce qu'il faudrait monétariser la libération des données ou est-ce que c'est un coût inutile qui freine le mouvement ?*
- Si la question est : est-ce que les données ouvertes doivent-elles être gratuite, dans l'absolu je dirais oui, elles devraient être gratuites (ça fait partie des 2 principes ajoutés par l'Open Knowledge Fondation). **Les données ouvertes brutes devraient être gratuites.** Si des tiers conçoivent **des APIs au-dessus de ces données brutes**, avec laquelle ils ajoutent une valeur, alors ça ne choque personne, même les partisans de la gratuité, **que cette API soit payante.** Une donnée brute à priori est un bien non-exclusif, non-rival : si je télécharge le fichier, rien ne vous empêche de le faire.  
Le fondateur de l'Open Knowledge Fondation, Rufus Pollock, disait clairement qu'il est OK avec l'idée que des APIs peuvent être payantes. Il faut donc rentrer dans le détail, la question est trop large...
- *DataPublica : récolte de données brutes gratuites et revende ensuite des données agrégées.*
- Ce que fait DataPublica pose une question sur la valeur : où est la valeur ? Est-ce que la valeur est dans la donnée brute elle-même ou est-ce que la valeur vient parce qu'il sait la mettre en forme, l'agrège avec d'autres données, etc...

- Dans les 2 licences Open Data (licence ouverte et ODBL), on a la possibilité de faire un usage commercial des données, mais pas nécessairement simplement une appli payante, mais même si quelqu'un veut acheter les données sous la forme d'un DVD, vous avez le droit de le faire. C'est la question de la réutilisation commerciale ou non commerciale. Aujourd'hui on permet la réutilisation commerciale. D'un point de vue juridique, tout ce qui est domaine de la donnée publique, le droit européen rajoute une contrainte : vous ne pouvez pas discriminer le tarif de la donnée selon l'usage commercial ou non commercial. En gros je ne peux pas dire, si je suis une collectivité ou l'Etat, je ne peux pas dire à quelqu'un : **pour toi c'est payant parce que tu fais des affaires, et pour l'autre c'est gratuit.**